

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/992
18 février 2010

(10-0909)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

APERÇU DES ACTIVITÉS LIÉES À LA PROTECTION SPS

Communication de la Banque mondiale

La communication ci-après, reçue le 10 février 2010, est distribuée à la demande de la Banque mondiale.

1. La Banque mondiale a entrepris une série d'activités visant à élargir et approfondir le programme opérationnel lié à la gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et agricoles (questions sanitaires et phytosanitaires (SPS)) et incluant des travaux analytiques, des formations et formations en ligne pour les acteurs concernés, une assistance technique directe et des investissements. Y ont entre autres participé le Département de l'agriculture et du développement rural de la Banque mondiale, le Département du commerce international de la Banque mondiale et les régions. Une partie considérable de ce travail a été réalisée en collaboration avec d'autres organisations. Certaines des activités les plus importantes menées par la Banque mondiale dans le domaine SPS au cours de l'exercice budgétaire 2008/09 ont porté sur les domaines suivants:

a) Intégration des questions SPS dans les activités de la Banque mondiale

2. Ces dernières années, la Banque mondiale a effectué, dans plusieurs pays, des évaluations nationales des capacités en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et agricoles. Des plans d'action visant à renforcer ces capacités, fondés sur l'évaluation et l'établissement d'un ordre de priorité des contraintes et des possibilités ont également été établis. La liste des plans d'action et des évaluations est disponible à l'adresse suivante: <http://web.worldbank.org/>. Les travaux les plus récents dans ce domaine comprennent notamment le rapport *Lao People's Democratic Republic - Sanitary and Phytosanitary Measures: Enhancing Trade, Food Safety, and Agricultural Health* (<http://www-wds.worldbank.org/>) publié en 2009.

3. De même, la Banque mondiale a soutenu l'élaboration et la mise en œuvre de projets ayant une forte composante (ou sous-composante) relative à l'innocuité et la qualité des aliments, ainsi qu'aux problèmes de sécurité sanitaire des produits agricoles. Au cours de la période s'étalant de 1998 à 2007, environ 41 projets comportant des volets liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et agricoles et concernant 35 pays ont été approuvés. Des projets de commercialisation des produits agricoles actuellement mis en œuvre en Zambie, au Sénégal, en Mauritanie, au Mali, au Burkina Faso, au Mozambique et dans d'autres pays contiennent d'importantes sous-composantes liées au renforcement des capacités SPS. Parmi les plus récents projets approuvés ou en cours d'élaboration et comprenant des composantes/sous-composantes importantes concernant les capacités SPS figurent les suivants: *The Agriculture Commercialization and Trade Project* (PACT) au Népal (Projet pour la commercialisation et le commerce des produits agricoles), approuvé en 2009; le *Jilin Agricultural Product Safety and Quality Project* en Chine (Projet pour la sécurité sanitaire et la qualité des produits agricoles au Jilin), comportant des investissements dans les capacités en matière de sécurité sanitaire

des produits alimentaires, devait atteindre près de 100 millions de dollars EU, qui devrait être approuvé en mars 2010; *The Agricultural Competitiveness and Community Development Project* en Arménie (Projet pour la compétitivité agricole et le développement des communautés), qui contient un volet lié au renforcement institutionnel aux fins de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de la compétitivité agricole et qui devrait être approuvé en 2010. La description de ces projets, ainsi que des documents connexes, est disponible sur le portail de la Banque mondiale à l'adresse suivante: (<http://web.worldbank.org/>).

4. De la même manière, en réponse à une demande reçue du gouvernement turc, la Banque mondiale met actuellement en œuvre une assistance technique programmatique en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, afin de promouvoir la modernisation et la mise en conformité des entreprises agroalimentaires dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne.¹ Des discussions initiales sont également en cours au sujet d'un éventuel projet d'harmonisation avec l'UE de la sécurité sanitaire des produits alimentaires en Bulgarie.

5. Les activités nationales ont été associées à des initiatives régionales. Le programme de lutte contre la mouche des fruits en Afrique de l'Ouest est un exemple récent de ces initiatives régionales. En juillet 2008, un plan d'action régional de lutte contre la mouche des fruits a été validé et approuvé par des membres de la CEDEAO à Bamako. Une étude financée par la Commission européenne a proposé des interventions dans huit pays d'Afrique de l'Ouest, mais sans inclure de budget prévisionnel, de répartition des activités entre les niveaux régional et national, ni de mécanisme de mise en œuvre sur le plan institutionnel. Pour remédier à ces carences, la Banque mondiale a cofinancé – au moyen de ressources provenant du fonds d'affectation de l'UE et du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) – une étude complémentaire qui traite de ces problèmes et propose une action régionale plus complète et accompagnée d'un budget pour tous les pays membres de la CEDEAO. Le programme de lutte contre la mouche des fruits dans les pays membres de la CEDEAO débutera en 2010. La Banque mondiale collabore avec le FANDC afin de définir le rôle de supervision qu'elle doit jouer en ce qui concerne le volet du projet concernant le renforcement des capacités techniques.

b) Publications/lignes directrices

6. Au cours des dernières années, la Banque mondiale, avec le soutien de donateurs, a mis en œuvre un programme de recherche sur les défis associés aux normes, à l'accès aux marchés et aux petits exploitants, ainsi que sur l'efficacité des interventions des donateurs et autres parties prenantes visant à relever ces défis. Les documents ci-après ont été publiés dans le cadre du programme de l'exercice 2008/09. La publication d'un rapport de synthèse et d'une série d'autres documents est prévue pour 2010:

- *Linking African Smallholders to High-Value Markets: Practitioner Perspectives on Benefits, Constraints, and Interventions* (<http://econ.worldbank.org/>), Jaffee et al., 2008; et
- *Not Yet Up to Standard: The Legacy of Two Decades of Private, Governmental, and Donor Efforts to Promote Ugandan Horticultural Exports* (<http://siteresources.worldbank.org/>), Diaz, L., Jaffee, S., Henson, S., Mugisha, J., 2009.

¹ Le 1^{er} décembre 2009, le *Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne* (fait à Lisbonne le 13 décembre 2007) est entré en vigueur. Le 29 novembre 2009, l'OMC a reçu une note verbale (WT/L/779) du Conseil de l'Union européenne et de la Commission des Communautés européennes indiquant que, en vertu du *Traité de Lisbonne*, à compter du 1^{er} décembre 2009, l'Union européenne se substitue et succède à la Communauté européenne.

7. Autres travaux analytiques en cours ou publications concernant les questions SPS:

- *Assessing the Demand for Trade-Related Food Safety and Quality Interventions in Agri-Food Chains*, Henson, S., Jensen, M., Jaffee, S., et Diaz, L. (à paraître);
- Guidelines for understanding harmonization in the SPS and TBT agreements; et
- Assessment of the effectiveness of SPS capacity building programmes.

c) Partenariats

8. L'activité opérationnelle consacrée par la Banque mondiale aux questions SPS, en partenariat avec d'autres institutions, comprend le soutien apporté au Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC), ainsi que l'appui fourni au travail réalisé par le réseau Trade Standards Practitioners Network (TSPN).² La Banque mondiale soutient les travaux courants du FANDC et participe activement aux réunions de ses groupes de travail et à ses réunions d'orientation. La Banque mondiale soutient financièrement le réseau TSPN par le biais du Grant Development Facility (mécanisme de développement des dons) (GDF) et est un membre actif de son comité directeur. Depuis octobre 2008, le TSPN a entrepris une série d'activités, présentées ci-après:

- **Recherche et conférence sur l'utilisation des normes facultatives par les pouvoirs publics** – International Social and Environmental Accreditation and Labelling Alliance (ISEAL). En juillet 2008, un programme de recherche a été lancé par un membre du TSPN, en étroite consultation avec les autres membres. Ce travail de recherche portait sur l'utilisation des normes facultatives par les pouvoirs publics. Un cadre conceptuel a été défini et huit études de cas ont été entreprises, représentant un éventail de pays et de normes. Les 16 et 17 octobre 2008, une conférence a été organisée à Genève afin d'examiner les résultats de ces recherches et de commencer à les diffuser, ainsi que pour déterminer les activités de suivi. Au total, quelque 80 personnes ont participé à l'événement. Le rapport de la conférence et les études de cas sont consultables à l'adresse: <http://www.isealalliance.org/resources/document/r079-government-use-voluntary-standards-report>.
- **Conférence internationale sur l'évaluation des coûts, avantages et incidences du respect des normes liées à l'agriculture, à la sylviculture et aux produits alimentaires** – Les 9 et 10 décembre 2008, a eu lieu à Berlin une conférence internationale sur l'évaluation des coûts, avantages et incidences du respect des normes liées à l'agriculture, à la sylviculture et aux produits alimentaires. Coorganisée par l'Agence allemande de coopération technique GTZ et le TSPN, la conférence s'est penchée sur les méthodes les plus récentes de mesure des incidences des systèmes de normes à l'échelle microéconomique (exploitant/entreprise), au niveau des chaînes d'approvisionnement et en ce qui concerne les échanges. Elle a examiné différentes méthodes ainsi que leurs points forts et leurs limites. Une cinquantaine de chercheurs et de spécialistes du développement a participé à cette conférence, dont une note de synthèse est consultable à l'adresse suivante: <http://www.tradestandards.org/en/Article.65.aspx>.

² Le TSPN est une communauté d'organisations intervenantes cherchant à faciliter le flux d'informations et des données d'expérience au sein d'un groupe diversifié d'organisations intéressées et à analyser le travail issu des interventions des membres dans le but de développer les ou de meilleures pratiques qui amélioreront la capacité des pays en développement à appliquer des normes de marché.

- **Élaboration d'outils** – Dans le cadre de ses efforts d'amélioration de l'assistance technique liée aux normes, le TSPN soutient actuellement l'élaboration d'un cadre de comparaison systématique des interventions d'assistance technique liée aux normes, sur la base de la méthode de la chaîne de valeur. Ces travaux consistent, en particulier, à préparer un examen des pratiques des donateurs et des spécialistes en matière de suivi et d'évaluation des interventions. Les résultats de ces travaux seront présentés à une conférence du TSPN qui se tiendra au printemps 2010.
- **Discussion en ligne** – Du 4 au 10 novembre, le TSPN a lancé un dialogue en ligne sur ce dont les décideurs des pays en développement ont besoin pour transformer les normes facultatives en catalyseurs de l'intégration des marchés et de leur développement. Une deuxième session a été organisée le 30 novembre pour résumer et évaluer les résultats.
- **Bulletin du TSPN** – Le TSPN a publié un bulletin électronique bimestriel pour diffuser les nouvelles relatives aux questions se rapportant aux normes.

d) Sensibilisation et formation

Cours de formation en ligne – les normes et le commerce: principes et applications – 1^{er}-30 juin 2009

9. L'objectif du cours de l'Institut de la Banque mondiale était de renforcer la sensibilisation et le dialogue parmi les responsables politiques, les organismes de réglementation, les ONG, les entreprises privées et autres parties prenantes, en ce qui concerne les concepts et principes fondamentaux des normes et la façon dont ces dernières sont appliquées sur le marché. Une cinquantaine de personnes a suivi ce cours.

Changement climatique et commerce des produits agricoles: risques et solutions

10. Le Groupe de recherche sur le développement – Commerce international et le FANDC ont organisé un séminaire sur ce sujet les 22 et 23 septembre 2009. Il portait sur les conséquences des changements climatiques sur la durabilité de l'agriculture et la sécurité sanitaire des produits agricoles, ainsi que sur les tendances en matière de commerce de produits agricoles entre pays développés et en développement, un accent étant mis sur les normes et systèmes réglementaires appliqués à la préservation des végétaux et à la sécurité des animaux et des personnes. Plus de 100 représentants d'organisations internationales, d'organismes de réglementation et de développement, d'établissements de recherche ou universitaires et du secteur privé ont participé au séminaire. Les discussions de la première journée ont porté sur les liens qui existent entre changement climatique, commerce des produits agricoles et sécurité alimentaire. Les prévisions montrent que les changements de température et les événements météorologiques extrêmes auront des conséquences néfastes sur la production agricole dans de nombreuses régions, et que certaines parties de l'Afrique et de l'Asie du Sud risquent d'en pâtir plus que les autres. La deuxième journée du séminaire a été consacrée aux risques SPS et aux réponses à apporter au changement climatique.

Conférence régionale de l'Asie de l'Est et du Pacifique sur le commerce et l'investissement agroalimentaires

11. La Banque mondiale et la Société financière internationale ont organisé ensemble la première Conférence régionale de l'Asie de l'Est et du Pacifique sur le commerce et l'investissement agroalimentaires, intitulée "*Agroenterprise without Borders*" (entreprises agroalimentaires sans frontières) qui s'est tenue les 30 et 31 juillet 2009 à Singapour. Cet événement avait pour but d'engager une action à long terme multinationale, entre secteurs public et privé, en vue de favoriser un

accroissement du commerce et de l'investissement intrarégionaux dans le secteur agroalimentaire en Asie de l'Est, conformément aux meilleures pratiques dans des domaines essentiels tels que l'entreprise agroalimentaire extensive, le développement des clusters et des chaînes de valeur, et le respect des normes en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, ainsi que des normes environnementales et sociales. Au total, 171 participants ont assisté à cette conférence, représentant des organismes publics chargés du commerce, du développement et de la réglementation, des entreprises privées ayant des activités agro-industrielles ou soutenant de telles activités, des organisations de la société civile représentant des producteurs ou des entreprises de transformation ou se concentrant sur des thèmes clés tels que la durabilité. En plus de ces deux journées de présentations et de discussions, la conférence comportait un dîner de travail organisé conjointement avec le Forum de coopération en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires de l'APEC et visant à débattre de la collaboration public-privé pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

e) Autres activités relatives aux normes (non spécifiquement liées aux questions SPS)

12. Pour répondre aux préoccupations croissantes concernant le changement climatique, des consommateurs et entreprises de pays développés se soucient de leur empreinte carbone. L'étiquetage carbone est à l'étude en tant que mécanisme permettant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, principalement par les acteurs privés. La Banque mondiale a soutenu quelques initiatives de recherche visant à étudier les activités de comptabilité carbone et les systèmes d'étiquetage carbone actuellement développés pour répondre à ces préoccupations, en tenant compte de leurs incidences sur les petites parties prenantes. Ces travaux ont mené à la rédaction des documents suivants:

- *Carbon Footprints and Food Systems: Do Current Accounting Methodologies Disadvantage Developing Countries?* Brenton, P., G. Edwards-Jones, M.F. Jensen, K. Plassmann, A. Norton, et N. Attarzadeh. Projet de document.
- *May Carbon Labeling Be Development-Friendly? – Recommendations on How to Improve Emerging Schemes.* À paraître.
